

PAIX SOCIALE OU RASSEMBLEMENT POUR DES
CONQUÊTES SOCIALES RÉVOLUTIONNAIRES ?

QUAND JAURÈS PARLAIT DE L'INTERVENTION DANS LES GESTIONS

A

u cours de la campagne des élections présidentielles, André Lajoinie a été amené à opposer à la « paix sociale » dont François Mitterrand se voulait le champion, la position de Jaurès, dans son discours de 1908 au Congrès de Toulouse de l'ancien parti socialiste unifié : « Ce n'est pas un réformisme bourgeois, un réformisme bureaucratique, un réformisme de paix sociale que nous vous apportons, mais une action de réforme vigoureuse, enthousiaste, soutenue par l'esprit de lutte de la classe ouvrière et animée par l'intégrité de l'idéal socialiste ».

Nous avons jugé intéressant de donner à nos lecteurs de larges extraits de ce discours de Jaurès. En effet celui-ci est révélateur des débuts des recherches originales du mouvement socialiste et ouvrier français sur l'intervention des travailleurs dans les gestions des entreprises, pour un processus révolutionnaire pacifique dans les conditions de la France.

Jaurès fait état des premières discussions sur ces questions en 1908 dans le mouvement syndical et dans le parti socialiste. S'il convient de tenir compte des conditions extrêmement différentes d'aujourd'hui, comment ne pas réfléchir à cette tradition de recherche des luttes des classes dans un pays capitaliste mûr comme la France et ne pas en tirer plus de confiance dans notre construction novatrice rassembleuse et d'avant garde.

D'ailleurs, aux origines mêmes du PCF (qui va créer les cellules d'entreprises) on voit de nouveau confluier, dans une autre tentative de synthèse, d'une part, cette tradition des « syndicalistes révolutionnaires » (Monmousseau, Sénard, etc.) de lutte de classe révolutionnaire jusqu'au bout dans les entreprises et, d'autre part, l'effort de rassemblement transformateur de la société dans toutes ses dimensions. Mais désormais, la synthèse veut se fonder sur le potentiel formidable et rigoureux de la théorie marxiste et non sur la pensée jauréssienne avec ses limites dans l'analyse économique et politique.

Sur ces questions du profit et de l'accumulation, déjà évoquées par Jaurès, comme sur l'articulation de l'intervention dans les entreprises à des constructions régionales, à une planification nationale concertée et à des nouvelles coopérations internationales, nous avons précisément aujourd'hui les atouts des avancées théoriques et des expériences de luttes sur d'autres critères de gestion d'efficacité sociale. Il convient de les faire fructifier hardiment, en leur donnant toutes leurs dimensions d'avancée de civilisation et de conquête proprement politique que suggérait déjà Jean Jaurès, non seulement pour le mouvement syndical d'aujourd'hui mais pour le Parti Communiste Français, dans son effort actuel de mise en œuvre d'une nouvelle stratégie révolutionnaire.

Paul BOCCARA

LUTTES POLITIQUES ET NOUVELLE PHASE DE LA CRISE

Les 6-7-8 octobre prochain la Revue « Issues » -Cahiers de recherches d'« Économie et Politique »- organise à l'Université Paris-Dauphine un important colloque sur le thème « Nouvelle phase de la crise et enjeux des issues ».

L'intérêt scientifique et politique d'une recherche rétrospective et prospective ainsi que d'une large discussion sur cette nouvelle phase de la crise et la nature de ses enjeux, est considérable.

Le colloque organisé dans ce but a un caractère pluraliste. Des personnalités scientifiques de pays étrangers, des chercheurs français appartenant à des laboratoires d'universités, de grandes écoles et administrations, et se référant à des écoles de pensée différentes, des élus et conseillers d'entreprise et de l'Etat dialogueront entre eux et avec des économistes marxistes collaborant aux revues « Issues » et « Economie et Politique ».

Des invités venant de diverses professions ou engagés dans la vie syndicale et politique, participeront à la discussion.

Nous avons demandé à
Paul BOCCARA,
directeur d'« Issues »,
membre du Comité Central du PCF,
de préciser ici l'importance politique d'un tel débat théorique.

*(Nous publions également le programme
prévisionnel des différents carrefours du colloque).*

*Le nombre, la diversité et la
qualité des participants
semblent indiquer que le débat
théorique que vous souhaitez
pluraliste répond à un besoin
très largement ressenti.*

*Comment vous situez-vous par
rapport à l'axe central du
Colloque qui relie la
rétrospective de l'évolution de
la crise à la prospective
concernant une éventuelle
nouvelle phase ?*

Paul BOCCARA : la crise de structure du monde capitaliste dure. Le chômage continue à s'étendre. Mais on sent que cette crise bouge en profondeur, que des bouleversements plus importants s'annoncent et, en même temps, on ne sait pas très bien où l'on va.

D'où l'intérêt chez tous les invités au Colloque d'« Issues » d'octobre, de tendances pourtant très différentes, pour la méthode proposée : essayer de préciser où nous en sommes dans la crise et où nous allons, en se fondant sur une analyse des transformations déjà écoulées. Une rétrospective pourrait définir des **phases successives de la crise**, leur contenu et les conditions du mouvement faisant passer de l'une à l'autre, pour déboucher sur la prospective concernant une **nouvelle phase** qui, par hypothèse, se mettrait en place en ce moment. Cette nouvelle phase de la crise serait plus importante pour les tentatives d'issues et pour les luttes, ce qui ne veut pas dire du tout que ce serait la dernière.

Quelle est pour vous la signification du krach d'octobre 1987 et de la montée des problèmes financiers ?



Par exemple, la très forte montée de l'endettement des pays dits en voie de développement serait le résultat d'une phase particulière de la crise de structure ?

Le krach boursier de l'automne 1987 a constitué une sorte d'éruption, révélatrice des tendances travaillant en profondeur dans la crise, à travers les luttes de toutes sortes, et aussi des potentiels nouveaux d'accélération brutale des désordres et des difficultés. Sur la tumeur grandissante de la croissance financière, des abcès ont commencé à crever : c'est révélateur de la maturation des antagonismes de l'accumulation financière contre la production réelle et l'emploi. Même si les abcès se sont vite refermés et si l'on a alors crié à la guérison, les récents accès de fièvre monétaires confirment la poursuite du pourrissement de l'accumulation financière, en titres et en devises, et son caractère désormais inquiétant, même pour les classes dirigeantes qui l'entretiennent.

En attirant l'attention sur un effondrement important des titres de créances (obligations, actions, bons, etc.), sur leur accumulation au détriment de l'investissement productif et de l'emploi, le krach aurait révélé le rôle central de la progression des **ventes de produits contre des créances** dans la crise de structure et ses phases successives. A l'opposé des ventes de produits contre d'autres produits (utilisés à leur tour en moyens de production et de consommation des travailleurs), cela freine gravement la croissance de la production, développant le chômage. Mais cela fait progresser aussi la domination des créanciers, qui vendent à crédit contre des titres sans cesse accumulés. On aboutit périodiquement à des excès intolérables d'endettement des débiteurs, aggravant la crise et rendant nécessaire une nouvelle phase de fuite en avant de la croissance des titres de créances et de la spéculation sur ces titres pour des profits faciles sans production réelle.

En quelque sorte. D'ailleurs les deux dernières phases de la crise du système, apparemment si différentes de 1973-79 environ et de 1980-88 environ, peuvent, par hypothèse, être ramenées à la fuite en avant dans ce même processus de ventes de produits contre des créances accumulées. Pour la première phase, il s'agissait en effet surtout de l'endettement des pays en voie de développement (y compris certains pays socialistes comme la Pologne) et pour la deuxième surtout des prêts aux Etats-Unis eux-mêmes, avec le relèvement des taux d'intérêt en papier-dollar et les exportations de capitaux contre l'emploi des autres pays et notamment d'Europe Occidentale. On comprend que les déficits commerciaux et publics des Etats-Unis aient provoqué des effondrements de valeurs boursières et du dollar.

Aussi une nouvelle phase tenterait de relancer, dans de nouvelles conditions encore élargies, cette fuite en avant. L'accumulation des créances se ferait sur les peuples de la Communauté économique européenne, sur tous les pays socialistes, sur le monde entier plus ouvert. **On tenterait aussi de développer plus de croissance réelle** (mais pour soutenir cette rentabilité financière) à travers de nouvelles coopérations.

Cependant, les dominations pour la rentabilité financière des groupes capitalistes, dans ces « coopérations », relanceraient avec la prédominance de la croissance financière tous les maux de la crise de façon aggravée. Mais encore, cela ferait mûrir des conditions nouvelles de luttes des travailleurs, pour des coopérations véritables de développement mutuel des peuples et de croissance des emplois nationaux partout. Contre la croissance financière multinationale, ces coopérations viseraient au contraire à la prédominance de la croissance des productions réelles, avec leurs débouchés partant des besoins des populations elles-mêmes développées.

Quelle est selon vous la portée politique immédiate de ce débat théorique sur la prospective de la crise, par exemple à propos de l'Europe 92 ?

Le grand marché européen de 1992, replacé dans cette analyse, se confirme comme devant être avant tout un marché des capitaux financiers. On met en place une intégration monétaire, économique et juridique accrue, permettant une relance de la croissance financière, à partir notamment de la RFA, des

alliances et des rivalités nouvelles du dollar, du deutschemark et du yen, ainsi que d'une liaison renforcée du deutschemark et des autres monnaies de la CEE. Sous prétexte de favoriser des coopérations nouvelles, aux plans technologique et financier, on va renforcer la domination des grands groupes multinationaux au détriment de la croissance de l'emploi et pour augmenter l'exploitation des peuples.

Quelles relations faites-vous entre ces aspects internationaux et les enjeux sociaux nationaux ?

Il s'agit d'éclairer pour les luttes nouvelles les liaisons intimes dans les deux sens, entre d'une part les enjeux sociaux intérieurs, d'emploi, de qualification, de conditions de vie de toutes les couches de travailleurs dans leur masse et non de façon élitiste, contre le chômage et la précarisation, et les enjeux internationaux. Les enjeux internationaux concernent non seulement les relations dans la CEE, mais dans toute l'Europe, en particulier avec les pays socialistes et dans le monde entier, notamment avec les pays en voie de développement. Aux dominations accrues des grands groupes et de la rentabilité financière, permises par les accords sur les politiques monétaires, industrielle et sociale, facilitant les coups fourrés d'une guerre économique sourde, les prises de contrôle et l'utilisation régressive des nouvelles technologies pour aggraver l'exploitation et le chômage, on doit pouvoir opposer de véritables coopérations. Ces coopérations doivent permettre le développement mutuel de tous les peuples, une autre utilisation de l'argent et de la création monétaire pour une nouvelle croissance réelle, fondée sur le développement des travailleurs, l'efficacité sociale des fonds et non sur la rentabilité financière. Cela peut s'appuyer notamment sur les interventions convergentes des travailleurs de toutes activités, aux plans national et international, dans les gestions des entreprises et d'abord des entreprises publiques, pour des coopérations nouvelles intérieures et internationales, fondées sur des critères de choix nouveaux.



Y-a-t-il des aspects, des enjeux nouveaux dans les politiques des gouvernements que l'on présente comme des tentatives d'issues à la crise ?

Si, en France, après l'élection présidentielle, le consensus entre la gauche socialiste et la droite a commencé à prendre de nouvelles formes, les luttes dans ces conditions nouvelles peuvent être aussi éclairées par ces analyses. En effet, ce consensus, à travers des oppositions secondaires, et même la coopération politique nouvelle entre le PS et des centristes, portent sur la fuite en avant dans la construction financière de la Communauté européenne, sur le caractère inéluctable de l'austérité renforcée et mieux acceptée par les travailleurs, sur la durabilité fatale du chômage massif et de la précarité des emplois, sur les faveurs accrues aux capitaux financiers multinationaux. Il s'agit de démystifier ces politiques, dans la mesure où elles confortent une nouvelle stratégie de croissance financière des capitaux contre les travailleurs et contre les peuples. Les classes dirigeantes veulent faire accepter les divisions et les dominations nouvelles des travailleurs au nom des sacrifices nécessaires de la compétition dans les conditions d'ouverture et de coopération. On peut montrer au contraire comment on vise à dégager le champ économique des protections nationales pour favoriser les coalitions et les batailles pour la croissance financière, les rationalisations d'austérité, la mise en concurrence des travailleurs pour une exploitation renforcée, un progrès entravé des moyens matériels et un développement élitiste restreint des travailleurs, débouchant sur une aggravation de l'enflure financière et de nouveaux effondrements financiers et monétaires. Certes, ce faisant, les classes dirigeantes capitalistes s'appuient sur la nécessité objective de nouvelles coopérations internationales intimes pour les dévoyer et gâchent des efforts réels dans ce sens. Il s'agit donc aussi de pouvoir développer des contre-propositions crédibles de rassemblement au plan des entreprises, des régions, de la nation comme aux plans européen et international, face aux démagogues, aux contradictions objectives des tentatives nouvelles et aux exigences nouvelles de coopération de la révolution technologique informationnelle.

Les luttes sociales ne réclament-elles pas des progrès dans la réflexion théorique des chercheurs marxistes, et dans le dialogue avec l'ensemble de la communauté de chercheurs et d'acteurs du mouvement social et économique ? Par exemple, comment définissez-vous les rapports entre les lois économiques et les luttes ?

Les luttes sociales, économiques et politiques des différentes couches de travailleurs visent à défendre dans la crise leur emploi, leurs conditions de vie et de travail, mais aussi à construire une issue avançant vers une société nouvelle émancipée des maux de la société actuelle, c'est-à-dire au fond, vers un socialisme autogestionnaire. Tout cela est loin d'être le refus de lois économiques historiques, mais cela n'a rien à voir avec la présentation de ces lois comme des contraintes fatales indépendantes des actions des hommes. En effet, les lois économiques du capitalisme sont des lois historiques de mouvement, exprimant la nécessité de développement de ses contradictions, à travers les luttes sociales, et notamment des cercles vicieux de la crise de structure du fait des gestions capitalistes. Cela enseigne la nécessité inéluctable des luttes des travailleurs pour faire reculer profondément cette domination, afin d'aboutir à l'issue réelle à la crise de structure, comme déjà pour la crise de structure de l'entre-deux-guerres. Ces luttes peuvent aller, dans les conditions actuelles de maturation sociale et technologique du capitalisme, jusqu'à un processus de construction de règles radicalement nouvelles, c'est-à-dire de nouvelles nécessités et donc de nouvelles lois sociales objectives.

En somme, vous concevez que ces constructions par les luttes peuvent déterminer un nouveau mode de régulation ?

C'est cela. C'est pourquoi « luttes constructrices » ne veut pas dire construction de n'importe quoi, de façon volontariste. Cela signifie prendre appui sur la compréhension des conditions nécessaires des « cohérences » et des maux sociaux de la crise de structure, pour construire d'autres conditions dépassant ces difficultés, permettant une cohérence d'un type nouveau, favorisant une nouvelle croissance réelle.

Cela est rendu possible tout particulièrement par les nouvelles technologies, les débuts de la révolution informationnelle. Alors que précisément ces nouvelles technologies, poussées à travers les difficultés de la crise, les

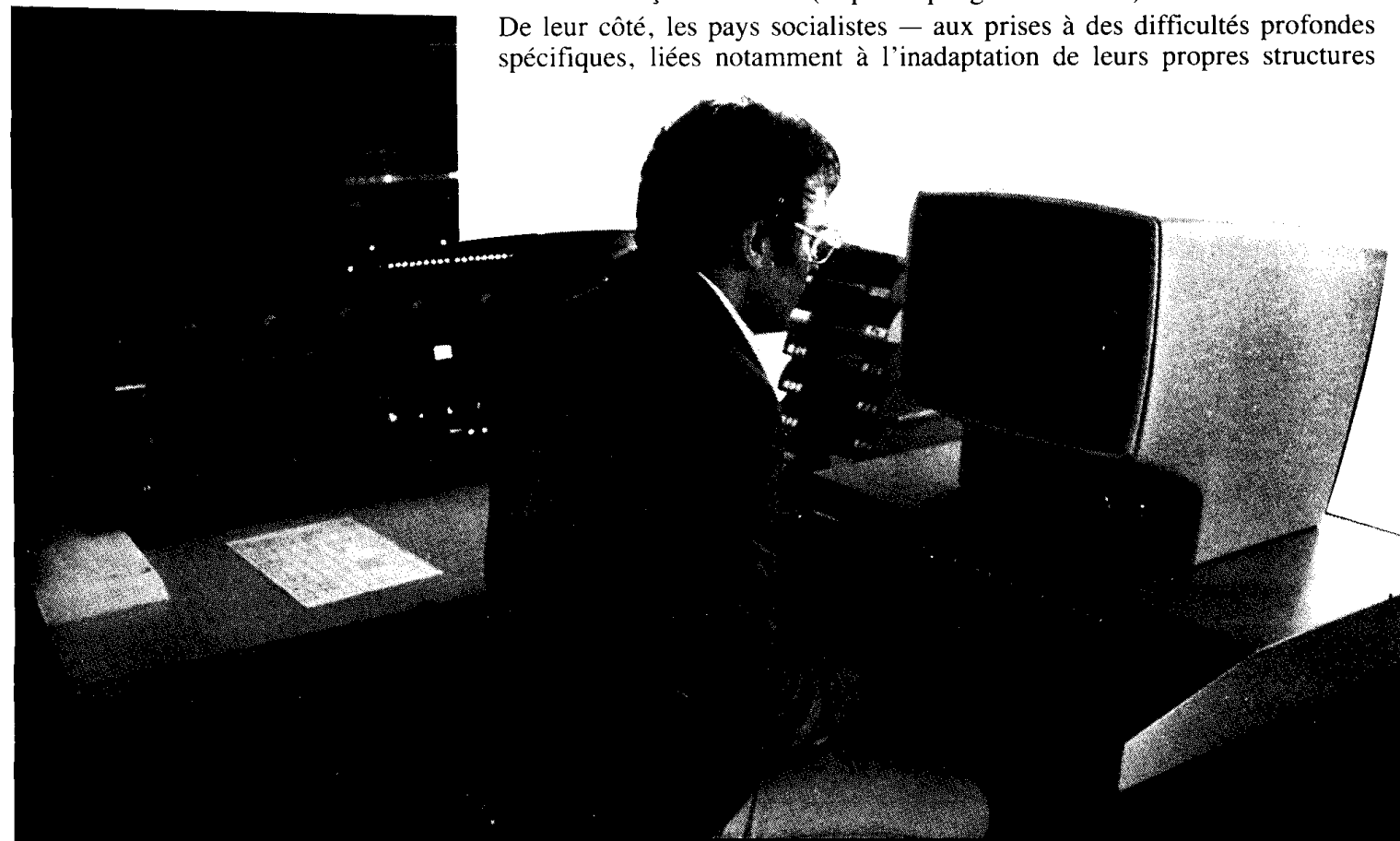
renforcent encore dans la mesure où elles sont utilisées pour renforcer la domination de la rentabilité financière, en aggravant ainsi la croissance financière, le chômage, la domination supranationale des peuples. En luttant concrètement contre ces maux et en s'efforçant d'avancer des contre-propositions viables, les travailleurs et les peuples dans les entreprises, les régions, les nations, aux plans zonal et international s'efforcent, même de façon inconsciente, de créer en fait d'autres règles dépassant les antagonismes des précédentes, d'autres critères des choix de gestion, une autre régulation objective économique et sociale.

Mais les progrès de la prise de conscience de la cohérence objective nécessaire de leurs propositions diverses, convergentes, pour remplacer la cohérence en crise des règles capitalistes dominantes, exigent des avancées théoriques. Celles-ci peuvent apporter des explications nouvelles, éclairant les cohérences cachées, comme celles sur de nouveaux critères de gestion des entreprises ou celles sur de nouvelles coopérations de gestion, nationales et internationales, s'opposant à la croissance des échanges de produits contre des créances sans cesse accumulées, dominatrices. Cette prise de conscience permise par le va-et-vient entre les luttes concrètes et l'élaboration théorique généralisatrice, exige afin de se développer, l'organisation des dialogues avec les autres chercheurs, y compris les non-marxistes et avec toutes les catégories de travailleurs en luttes eux-mêmes, en France comme au plan international.

Les enjeux de cette nouvelle phase de la crise dépassent à l'évidence le seul monde capitaliste. En quoi les luttes pour des transformations dans le monde capitaliste rejoignent-elles des aspirations universelles, comme par exemple l'aspiration à un monde sans armes ?

Les nouvelles tentatives de relance de la croissance financière et aussi d'issue capitaliste à la crise du système visent aujourd'hui le monde entier. Cela concerne en particulier les pays socialistes, avec l'imbrication possible d'aspects négatifs et positifs : qu'il s'agisse de l'aspect de l'accumulation de créances pouvant être dominatrices vis-à-vis de débiteurs plus solvables potentiels que seraient l'Union Soviétique et la Chine (encore non concernées par l'accumulation des dettes comme d'autres petits pays socialistes), ou qu'il s'agisse de l'aspect de relance de productions réelles nouvelles, grâce à des coopérations technologiques, des coproductions, des associations mixtes de capitaux (« joint venture ») ; comme d'ailleurs aussi pour les pays du Tiers-Monde de façon nouvelle (et pour éponger des dettes).

De leur côté, les pays socialistes — aux prises à des difficultés profondes spécifiques, liées notamment à l'inadaptation de leurs propres structures



et de leurs règles de gestions aux nouvelles conditions révolutionnaires du progrès technique et des relations internationales avec les pays capitalistes en crise — sont aussi demandeurs de relations nouvelles et plus étroites au plan économique avec le monde capitaliste. Ils veulent la coopération, mais sans la domination. On peut faire l'hypothèse qu'ils vont ainsi entrer activement dans les luttes pour la construction d'une issue à la crise de structure du monde capitaliste lui-même. Il s'agit notamment de leur volonté d'entrer dans le système monétaire international, entraînant la question de leur participation à la refonte profonde nécessaire de ce système. Il s'agit aussi de leur participation décisive aux exigences pratiques nouvelles de désarmement. Au-delà de sa dimension primordiale concernant la paix mondiale, le désarmement nucléaire progressif voit sa dimension proprement économique prendre une ampleur sans précédent, pour participer à l'issue à la crise en dépassant les gâchis matériels et financiers capitalistes (dont les armements constituent une partie non négligeable), comme d'ailleurs pour lutter contre les gâchis dans les économies socialistes.

IL s'agit encore des nouvelles conditions de la révolution technologique entraînant l'exigence de coopérations sans dominations de plus en plus intimes à l'échelle du monde entier : contre les pollutions et les risques technologiques, pour la conquête des profondeurs marines, la conquête pacifique de l'espace, les télécommunications, le traitement et le stockage pluralistes de l'information, la recherche scientifique et technique où le monopole de l'information devient de plus en plus dommageable, etc.

Ces tendances nouvelles très importantes et qui évoluent rapidement seraient à la base de la nouvelle phase de la crise dont nous faisons l'hypothèse. Ainsi dans cette nouvelle phase, les solutions des problèmes économiques, sociaux et politiques nationaux vont devenir beaucoup plus étroitement liées, dans les deux sens, avec la solution des problèmes des relations internationales, depuis l'intégration ouest-européenne jusqu'à la coopération avec le Tiers-Monde.



L'entretien

Peut-on envisager dans un délai rapproché, des convergences d'interventions des peuples au niveau international ?

Face aux ententes et aux antagonismes des groupes capitalistes et des gouvernements impérialistes, la construction de convergences de luttes des peuples et des interventions des travailleurs à tous les niveaux, des établissements jusqu'aux relations internationales, peut devenir décisive.

C'est une course de vitesse qui est engagée, où pour le moment le mouvement des travailleurs a du retard aux plans politique et idéologique même s'il peut y avoir des conceptions d'avant-garde. Cette course de vitesse, ou encore ce bras de fer, concerne tout particulièrement les réponses constructrices et rassembleuses, sur les positions convergentes des travailleurs, aux efforts capitalistes nouveaux. Ces efforts concernent la recherche de partenariat international des grands groupes et des planifications gouvernementales, ou de partenariat social par la participation des travailleurs aux gestions des entreprises. Il s'agit d'opposer aux dominations capitalistes impérialistes, les coopérations entre travailleurs et peuples, et aux intégrations capitalistes aux gestions patronales, les concertations des interventions autogestionnaires, depuis la région et la nation jusqu'au niveau international.

Dans ces domaines, la réponse des mouvements révolutionnaires ne peut être ni le refus pur et simple, ni l'acceptation des propositions des couches dirigeantes, mais des contre-propositions par des constructions originales avec un contenu social nouveau de portée révolutionnaire. De même, les rassemblements les plus larges des travailleurs de portée révolutionnaire ne peuvent être ni le rejet des autres forces populaires, ni l'acceptation de l'hégémonie réformiste, intégrant au capital financier et à ses maux sociaux et supranationaux. Ils doivent être des rassemblements créateurs au contenu nouveau. La construction de ces rassemblements et de leur contenu créateur viable nécessite sans doute la mobilisation et les actions convergentes, quoique non alignées sur un centre, de toutes les forces de pensée et d'action des mouvements révolutionnaires dans chaque nation, chaque zone, et dans le monde entier. ■

**Propos recueillis par
Jean-Marie-DANO**
